

L'environnement politique et économique de la France d'ici 2050

Jacques Lesourne (48)

Le monde aujourd'hui

Avant d'explorer le prochain demi-siècle, cette période au bout de laquelle les enfants qui naissent aujourd'hui atteindront la plénitude de leur vie familiale et professionnelle, regardons en arrière les décennies qui nous séparent de l'immédiat après-guerre.

Dans le monde à trois milliards de 1960 – la moitié de la population actuelle – l'environnement politique et économique de la France contient déjà, à une exception près, les germes de celui d'aujourd'hui : la décolonisation est presque achevée, la croissance économique bat son plein à des rythmes divers, le pétrole prend une part croissante de la consommation énergétique mondiale, les premières pierres de la construction économique européenne sont posées, les États-Unis assurent à eux seuls presque la moitié du revenu brut mondial. L'existence depuis quinze ans de l'arme nucléaire modifie les données de la stratégie tandis que, dans le domaine technologique, les premiers ordinateurs sont nés et qu'en science s'annonce la révolution de la biologie moléculaire. L'exception est l'existence de l'Empire soviétique qui englobe la moitié orientale de l'Allemagne, l'Europe centrale et s'étend jusqu'à Vladivostok. En Asie de l'Est, la Chine

représente un deuxième pôle du mouvement communiste mondial. Nous sommes en pleine guerre froide, même si l'intensité du conflit a décliné depuis la mort de Staline en 1953. Mais des deux côtés, les peuples ont foi en la science, en la technologie et en la croissance économique.

Tournons-nous maintenant vers l'avenir et demandons-nous quelle grille de lecture peut nous aider à le penser. Nous pouvons d'abord considérer la terre comme une grosse orange homogène et nous interroger sur les interactions de la démographie, de l'utilisation des ressources et de la technologie. Nous pouvons ensuite considérer les relations à l'échelle mondiale des systèmes économiques et politiques. Nous pouvons enfin nous concentrer sur les grandes zones de la planète. Un triple regard qui devrait contribuer à éclairer des visions du territoire français en 2050.

Les ressources de la "grosse orange"

L'abaissement rapide des taux de fécondité dans le Tiers-Monde ralentit la croissance de la population mondiale et le vieillissement s'accroît au Japon, en Europe, en Russie et en Chine. Les projections démographiques situent autour de 9 milliards le volume

de l'humanité en 2050, mais les projections ne peuvent tenir compte des effets possibles d'épidémies que la médecine n'arriverait pas à enrayer. En tout état de cause, nous sommes désormais loin des 15 à 30 milliards qui étaient annoncés il y a trente ans.

Beaucoup d'humains toutefois ont de la difficulté à concevoir ce que signifie en termes d'organisation sociale et politique neuf milliards d'individus.

Cette première tendance, relativement sûre, avec ce qu'elle entraîne de migrations, d'urbanisation, de soins aux vieillards, de bouleversement des systèmes de protection sociale, conduit à poser le problème des ressources dont disposera l'humanité. Qu'il s'agisse de nourriture, d'énergie, d'eau, de minéraux. Trois évidences dont seule la première est dans l'air du temps :

- les ressources brutes dont disposera l'humanité sont finies ;
- toutefois, il ne faut pas considérer que l'humanité tire séparément et indépendamment sur des stocks déterminés. Lorsque la demande d'un métal augmente par exemple, son prix s'élève, on intensifie les recherches, on trouve des minéraux plus pauvres et surtout on substitue, en limitant l'emploi aux usages les plus nécessaires, d'autres métaux à ce métal. *Ce sont ces phénomènes essentiels de substitution et de*

régulation par les prix que beaucoup ne comprennent pas et qui rendent d'ailleurs l'analyse difficile ;

- enfin, le volume des ressources utilisables dépend aussi de la technologie. La grande crise énergétique de la fin du XVIII^e siècle engendrée par l'épuisement des forêts disparaît lorsque la machine à vapeur permet l'extraction du charbon de terre.

Que peut-on alors brièvement conclure des travaux menés sur les différentes ressources ?

Comme l'a montré Amartya Sen, la plupart des famines ne sont pas dues au manque de ressources mais à la désorganisation sociopolitique. Un exemple ? La famine en Somalie du Sud a coïncidé avec la présence de stocks alimentaires dans le même pays au nord. Chine et Inde nourrissent désormais leurs populations et les problèmes se concentrent sur l'Afrique. À conditions climatiques inchangées, on peut donc penser que l'humanité pourrait se nourrir. D'ailleurs depuis 1950, la croissance de la production agricole a été légèrement supérieure à celle de la population.

Pour l'énergie, deux grands faits viennent se superposer à l'augmentation de la demande dans les pays émergents : le plafonnement puis le déclin de la production de pétrole (entre 2040 et 2060?) et le changement climatique global. Tandis que le premier phénomène seul conduirait à une renaissance du charbon et à un redémarrage du nucléaire, le second incitera à des économies d'énergie, à un essor fractionné des énergies renouvelables et naturellement aussi au redémarrage du nucléaire.

À propos du changement climatique, dont les bases scientifiques sont de plus en plus solides, deux éléments doivent être soulignés :

- les populations des pays développés ne changeront de comportements que sous l'effet des prix et de la peur ; les conditions ne sont pas actuellement réunies pour que les discours de certains soient autre chose que des objurgations intellectuelles ;

- les conséquences du changement climatique ne doivent pas être évaluées à systèmes vivants inchangés. Les possibilités d'adaptation de nos sociétés sont considérables et l'ensemble du vivant animal et végétal a montré au cours des millénaires de remarquables capacités de changement. Ces régulations atténueront sensiblement le coût du changement climatique.

L'accès à l'eau sera dans certaines régions, comme les rives sud et est de la Méditerranée, l'une des grandes préoccupations des vingt prochaines années, mais les non-spécialistes parlent de l'épuisement de l'eau comme si le problème était le même que pour le pétrole. La consommation ne détruit pas l'eau. Elle la recycle. Et si le prix de l'eau était plus élevé, on la transporterait à distance ou on désaliniserait l'eau de mer. Le coût de ces adaptations n'en sera pas moins considérable.

Quant aux minéraux, ils forment par les substitutions possibles un ensemble si complexe qu'il défie une analyse d'ensemble. Parler de rarefaction globale n'aurait pas de sens, mais il existe des métaux critiques qui peuvent poser de sérieux problèmes. Ainsi, au niveau de l'orange, l'humanité devra continuer à apprendre à gérer ses relations avec l'écosphère, les problèmes globaux étant évidemment beaucoup plus sérieux que les difficultés locales qui peuvent généralement se résoudre dans les pays à niveau de vie suffisant par une réaffectation des dépenses de la collectivité.

Pour conclure ce premier volet de l'analyse, il faut évidemment mentionner un dernier facteur, la capacité technique de l'humanité, dont le développement depuis le début de l'espèce résout des questions jugées insolubles tout en en posant de nouvelles. Sur l'horizon considéré, on peut s'attendre à une convergence entre les biotechnologies et les technologies de l'information dont la portée sera considérable. Elle permettra des économies de ressources spectaculaires, mais surtout elle obligera l'humanité à approfondir ses interro-

gations éthiques, car la science bouleverse progressivement les relations de l'homme à son corps, à son intelligence, à sa famille, aux autres espèces, à l'écosphère et à l'univers.

Le système économique et politique mondial

Changeons maintenant d'approche en nous interrogeant sur l'évolution du système économique et politique mondial. La difficulté est que nous avons besoin de concepts pour le décrire.

États

En premier lieu, nous pouvons supposer que l'humanité continuera à être organisée en *États*. Ces États, grands et petits, sont actuellement, de Monaco à l'Inde, un peu moins de deux cents à siéger aux Nations Unies. Ils ont une population de nationaux et de résidents, des frontières, un gouvernement. Ils n'en sont pas moins extrêmement différents. Leur insertion dans un monde bouleversé par les progrès techniques dans les transports et les TIC les rend beaucoup moins imperméables que leurs devanciers. On peut dire que d'États stricts, ils sont devenus des États flous à l'initiative réduite par les milliers de pages d'accords internationaux qu'ils ont signés, obligés de composer avec les centaines de multinationales qui opèrent sur leur sol, influencés par les émissions de télévision et les messages des internautes qui circulent sur la toile, obligés de négocier avec d'autres acteurs sur la plupart des sujets qui les concernent.

Société

Il n'y a pas toujours superposition entre les frontières de ces États et celles des sociétés humaines, ces communautés qui partagent langues, religion, structures familiales et qui ne se perçoivent pas nécessairement comme des nations. Tous les empires terrestres ou maritimes qui se sont écroulés au XX^e siècle embrassaient dans leurs frontières d'autres sociétés, en totalité ou en partie. Or, avec

le temps et sans que la règle soit absolue, les États à sociétés plurielles tendent à éclater. D'où cette conjecture vraisemblable : le nombre des États devrait encore augmenter au cours du prochain demi-siècle. De combien ? de vingt à quarante peut-être. Cette tendance n'est pas contradictoire avec l'apparition (j'y reviendrai) de coagulations, de confédérations ou de quasi-fédérations dans quelques zones.

Civilisation

Mais, l'imbroglie des États et des sociétés ne peut être décrit sans introduire un troisième concept, controversé d'ailleurs, celui de civilisation. Une civilisation est un ensemble de sociétés qui, par l'intensité de leurs relations économiques, culturelles, religieuses établies sur de longues périodes, partagent des visions du monde, des manières de penser et de vivre communes. Elles ne sont que pendant une partie de leur histoire incluses dans le territoire d'un même État. Leur définition géographique est parfois simple, parfois floue. S'étendant sur des siècles, les civilisations n'évoluent que lentement et ne se laissent pas facilement pénétrer par d'autres, mais aujourd'hui, la mondialisation fait que chacune incorpore des éléments provenant des autres. Beaucoup d'auteurs admettent la liste suivante ; la chinoise, la japonaise, l'hindoue, l'arabo-irano-turque, l'europpéenne occidentale, l'europpéenne orientale, la nord-américaine, la sud-américaine, l'africaine subsaharienne. Discuter cette liste n'est pas l'objet de ce texte, mais ce concept permet quelques conjectures ou interrogations : l'europpéenne occidentale va-t-elle donner naissance à un État ? Europpéenne occidentale et nord-américaine vont-elles diverger ? L'arabo-irano-turque, écartelée entre des influences contraires, deviendra-t-elle une zone d'anomie déchirée par la lutte entre une tradition sombrant dans l'extrémisme religieux et un modernisme inspiré par l'Occident ? Que deviendront Inde et Chine, ces deux États qui englobent pratiquement chacun l'aire d'une civilisation ?

Quels scénarios pour l'africaine au sud du Sahara, cet ensemble complexe de nombreuses sociétés ?

Démocratie, marchés, gouvernance

États, sociétés, civilisations vont voir s'intensifier entre eux de très nombreuses interactions, celles incorporées dans leurs organisations politiques internes (et qui peuvent être résumées par la question : quel sera l'avenir de la démocratie dans des systèmes économiques représentés à échelle nationale et internationale par les marchés, celles de multiples échanges licites ou illicites, culturels ou religieux entre les États, et qui soulèvent le problème de la gouvernance). Immenses questions à propos desquelles on ne peut faire que quelques remarques :

1. À l'aube du développement économique, les régimes autoritaires sont parfois plus favorables au décollage que les régimes démocratiques souvent menacés d'instabilité et d'aboulie. À des stades intermédiaires, démocraties et marchés deviennent complémentaires. À des niveaux élevés de revenus par tête, la démocratie peut être un frein au développement économique.

2. Le développement économique devrait continuer à se répandre, rapide en Asie de l'Est, lent en Europe orientale et en Europe occidentale, moyen ailleurs, à l'exception de l'Afrique du sud du Sahara qui a de fortes chances de rester à la traîne.

3. Avec la poursuite des migrations et l'intensification des réseaux d'échange, les problèmes nés dans les civilisations en crise se répandront de multiples manières à l'intérieur des autres civilisations.

4. Les besoins de la gouvernance entraîneront une restructuration de "l'ordre international" s'inspirant de deux principes contradictoires, un principe de réalisme politique où la puissance sera le facteur prépondérant, les États-Unis cherchant à organiser le monde en fonction de leurs intérêts et un principe de communautarisme, les États (ou les principaux, ou les plus faibles d'entre eux) s'alliant pour résoudre les problèmes

du globe. Il en résultera une situation fluctuante en fonction des sujets et des orientations des équipes dirigeantes des grands pays.

Avec moins de 0,8 % de la population mondiale et peut-être 3,5 % du revenu brut de l'humanité, la France jouera dans ces évolutions un rôle second, quoique encore légèrement amplifié par la traîne de l'histoire. Beaucoup dépendra pour elle de l'avenir de l'Union européenne.

Les grandes zones géographiques de 2050

Vus de France, comment pourraient se présenter les "grands quartiers de l'orange" dans un demi-siècle ? Avant de faire tourner le globe, quelques remarques préalables semblent indispensables pour dissiper des malentendus : l'écart entre les revenus des individus les plus riches et ceux des plus pauvres ne pourra que s'accroître car la hausse des premiers suivra la croissance des économies les plus dynamiques tandis que les seconds s'observeront dans les zones hors développement ; les famines qui subsisteront seront moins engendrées par les conditions climatiques que par les conflits ethniques ; c'est en Asie de l'Est et du Sud que la croissance par tête en parité de pouvoir d'achat sera la plus élevée (de 3 à 4,5 % par an), tandis que dans les pays d'Amérique du Nord et de l'Europe elle atteindra difficilement 2 %.

Les zones essentielles pour la France sont, en simplifiant beaucoup, l'Union européenne, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, les États-Unis, la Russie, la Chine, l'Inde, le Japon, l'Afrique francophone au sud du Sahara, le Brésil.

L'Europe

Zone à faible natalité et à population vieillissante, l'Union européenne pourrait avoir une croissance globale régulièrement inférieure d'un demi-point à celle des États-Unis à cause du différentiel démographique, cette croissance étant plus forte à la périphérie que

dans les pays du cœur France et Allemagne. L'assimilation des dix pays exigera sans doute une décennie. Elle se développera sur trois plans : l'unification des marchés qui sera rapide grâce au réseau des multinationales ; l'adaptation des fonds structurels communautaires, une adaptation qui sera lente et douloureuse à cause de l'alourdissement engendré par l'augmentation du nombre de pays ; l'émergence d'une puissance politique européenne, émergence qui sera lente et aléatoire. L'expérience montre toutefois que l'Union européenne hérite des problèmes frontaliers de ses membres. Les vieux conflits russo-polonais ont affleuré lors de la récente crise ukrainienne. Viendra ensuite vers 2015 la question de l'adhésion turque qui, si elle se fait, ne sera devenue réalité que quinze à vingt ans plus tard. Ainsi, vers 2050, l'Union européenne pourrait se situer entre une quasi-fédération et une "coagulation" dont les frontières orientales seraient marquées par les États baltes, la Pologne, la Roumanie, la Turquie.

Que seront ses frontières méridionales ? Cette question soulève celle du devenir de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, c'est-à-dire de la civilisation musulmane qui s'étend du Maroc au Pakistan. Fragmentée entre pays, déchirée entre la tradition et le modernisme, secouée par l'extrémisme religieux, cette civilisation est écartelée entre le repli sur elle-même et l'attraction de la civilisation occidentale sous sa version européenne ou américaine. Il n'est pas exclu que sa partie la plus européanisée (le Maghreb) fasse, après la Turquie, une entrée dans l'Union européenne. Quoi qu'il en soit, avec les accords de libre-échange en cours de signature, une intensification des échanges économiques avec la rive sud de la Méditerranée est probable.

L'Europe et ses partenaires

Qu'en sera-t-il des relations USA-UE ? Au-delà de l'épisode Bush, le scénario le plus probable pourrait mélanger coopération et conflits. Seule superpuissance de ce demi-siècle, les États-Unis trouveront nécessaire à

leurs intérêts d'imposer à l'Europe leur vision du monde quitte à diviser entre eux les pays de l'Union pour y arriver tandis que certains Européens chercheront dans le multilatéralisme une arme pour compenser leur faiblesse géopolitique. Le taux de change eurodollar restera une source d'opposition tant que le dollar sera accepté quel que soit l'état des comptes extérieurs américains. Une situation qui n'empêchera pas les grandes multinationales européennes et américaines d'opérer sur les deux rives de l'Atlantique.

La Russie souffrira avant tout d'une situation démographique catastrophique. Elle pourrait toutefois suivre un chemin de croissance significative et peut-être créer une union économique viable avec la Biélorussie, l'Ukraine, certains États du Caucase et le Kazakhstan. Elle cherchera à pratiquer une politique d'équilibre entre les USA et l'UE, bien qu'elle ait plutôt intérêt à se rapprocher de la seconde si les Polonais ne viennent pas se mêler des affaires russes.

Mais l'essor de l'Asie sera la grande novation du demi-siècle. L'Inde y rentre à pas comptés ayant pour elle son héritage démocratique avec en revanche l'inconvénient de la diversité ethnique et linguistique. La Chine a devant elle le problème de l'évolution de son système politique au fur et à mesure qu'augmentera le niveau de vie de sa population. Le développement des relations commerciales et politiques avec la Chine apparaît donc comme une grande priorité pour la France, au sein de l'Union européenne. Malgré son effacement relatif dans les dix dernières années, le Japon ne sera pas à négliger, car son économie est moins impériale que par le passé mais reste une source de technologies nouvelles. L'accord Renault-Nissan qui est apparu comme une curiosité est un intéressant exemple de coopération.

Les événements de Côte-d'Ivoire, l'extrême fragilité du Nigeria, la famine au Darfour soulignent, après les drames du Liberia, de la Sierra Leone, du

Ruanda, de l'ex-Zaïre, les incertitudes économiques et politiques de l'Afrique subsaharienne. La démographie, la non-concordance des frontières et des ethnies, les efforts (positifs à court terme, mais peut-être nocifs à long terme) de la communauté internationale pour maintenir le *statu quo* en figeant les conflits, rendent délicate l'élaboration de scénarios favorables. Sans gouvernements efficaces et légitimes, l'économie de la région continuera à stagner. Sans doute, la France qui a été la puissance coloniale puis le tuteur de l'Afrique occidentale sera-t-elle conduite à se retirer par étape de ses engagements régionaux.

En Amérique latine, le Brésil, s'il réussit à maîtriser le déficit traditionnel de ses comptes publics au niveau des États et de la Fédération, a d'incontestables atouts pour une croissance économique significative s'accompagnant d'une limitation des inégalités sociales. Comment oublier toutefois que, dans le passé, ce pays a souvent déçu les espoirs mis dans son devenir ?



Autour du scénario central qui vient d'être esquissé apparaissent possibles des variantes plus noires. Pour certains, le XXI^e siècle sera celui des bactéries et des virus, marqué par des pandémies. Le réchauffement climatique peut accroître l'instabilité météorologique, l'Afrique subsaharienne connaîtra des décennies de guerres civiles et de famines, la crise de la civilisation arabo-musulmane engendrera des actes d'hyperterrorisme ayant recours à des armes de destruction massive... Ces variantes soulignent que l'achèvement de la conquête du globe par l'humanité pose le problème de la gouvernance mondiale, un problème qui n'est pas trivial puisque sa solution suppose à la fois un développement des connaissances scientifiques et technologiques, un apprentissage de valeurs collectives et la maîtrise des systèmes économiques et politiques. ■